

Entretien avec... : Michel 1er, roi de Roumanie

Autor(en): **Ottiger Dumitrescu, Dan**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **140 (1995)**

Heft 3

PDF erstellt am: **22.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-345508>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Entretien avec... Michel I^{er}, roi de Roumanie

«L'historien communiste est un mystificateur. Il fait appel seulement aux faits et aux événements qui étayent son argumentation. Lorsqu'il en possède, c'est parfait! Lorsqu'il en est dépourvu, il les invente. Lorsque les faits contredisent son argumentation, il les occulte.»

Michel I^{er} de Roumanie (1991)

S. M. Michel I^{er} de Roumanie, né en 1921, est le seul survivant des chefs d'Etat de la Seconde Guerre mondiale. Son père: le prince héritier Carol. Sa mère: la princesse Hélène de Grèce et du Danemark. Le 4 janvier 1926, Carol ayant renoncé au trône, le Parlement désigne Michel comme prince héritier. Avec un Conseil de régence de trois personnes, il règne de juillet 1927 à juin 1930, moment où il est détrôné par son père. Il règne à nouveau entre septembre 1940 et décembre 1947. Le 30 de ce mois, les communistes le contraignent à abdiquer.

En septembre 1940, le maréchal Antonescu s'octroie les principales prérogatives du roi. Tenant Michel à l'écart, il signe à Berlin, le 23 novembre, l'adhésion au Pacte tripartite et, le 21 juin 1941, il déclare la guerre à l'URSS. Dès 1943, le roi entame secrètement des négociations avec les Alliés en vue de signer un armistice et de placer son pays dans le camp antifasciste. Le 23 août 1944, il fait arrêter le maréchal Antonescu et appelle les Roumains à chasser les nazis hors du pays. L'armée roumaine libère Bucarest et lutte aux côtés des Alliés. On estime que cette action a épargné six mois de guerre.

Les Soviétiques violent systématiquement les clauses de l'armistice. Le 24 janvier 1945, le roi adresse un mémorandum au président Roosevelt, l'avertissant des agissements de l'URSS. Exerçant de fortes pressions sur Michel, Vychinski, l'ancien procureur des procès de Moscou, impose le communiste Petru Groza à la tête du nouveau gouvernement (6 mars 1945). Durant l'année 1945 et 1946, Michel fait la «grève du sceau royal», refusant de signer le moindre décret. En 1946, les élections sont entièrement truquées par les communistes. Le 30 décembre 1947, Michel I^{er} doit signer l'acte d'abdication: son palais est encerclé et on menace de faire fusiller un millier de manifestants anti-communistes. Il quitte la Roumanie et, dès le 4 mars 1948, il déclare que son abdication, signée sous la contrainte, est nulle et non avenue. Le 10 juin 1948, il épouse à Athènes la princesse Anne de Bourbon-Parme; de cette union vont naître cinq filles.

Michel I^{er} est co-auteur de plusieurs livres publiés ces dernières années, dont quatre en Roumanie, avec l'écrivain Mircea Ciobanu, sous le titre général *Convorbiri cu Mihai I al României* (Conversations avec Michel I^{er} de Roumanie)¹. A Paris a été publié *Le règne inachevé! Conversations avec Ph. Viguié Desplaces*². (D.O.D.)³

¹ Humanitas, 1991, 1992; Princeps, 1994, 1995.

² Lafon, 1992.

³ Je remercie MM. J. Leisibach, R. de Weck (Fribourg), S. Racovitza et S. Capitanescu (Genève) de leur amabilité et de leur obligeance.

Dan Ottiger Dumitrescu:
Sire, quel est l'apport de la monarchie à l'édification de la Roumanie?

Michel I^{er} de Roumanie:
Depuis deux millénaires, mon pays vivait sous un régime monarchique, d'abord sous forme de principautés et, dès 1881, de monarchie proprement dite. Cela n'a pas changé jusqu'au 30 décembre 1947, quand une puissance étrangère, par le truchement d'agitateurs roumains, imposa le régime communiste. Pendant la guerre de 1877-1878, le futur roi Carol I^{er} lutta pour l'indépendance des Principautés roumaines qu'il a finalement conquise. Ensuite, c'est au roi Ferdinand I^{er} qu'on doit la réalisation de l'unité nationale (le 1^{er} décembre 1918), l'unification des provinces où vivaient des populations majoritairement roumaines.

Ni moi ni le peuple roumain n'étions d'accord avec la guerre contre l'URSS. En revanche, en ce qui concerne les territoires roumains arrachés suite au Pacte Ribbentrop-Molotov d'août 1939, il était tout à fait légitime qu'ils fussent repris. Le seul moment où j'ai pu faire quelque chose, et je l'ai fait, ce fut le 23 août 1944, quand nous avons changé de politique en rompant l'alliance avec l'Allemagne et en rejoignant le camp des Alliés.

D.O.D.: Ce qui a suivi, après votre abdication, imposée le 30 décembre 1947, représente une époque noi-

re dans l'histoire de la Roumanie?

M.: La monarchie roumaine s'est toujours battue pour l'indépendance et l'intégrité territoriale du pays. Dès que l'URSS a imposé le régime communiste, tout a dégringolé: il n'y avait plus de démocratie; des camps de concentration un peu partout dans le pays; tous ceux qui n'étaient pas communistes ou sympathisants se voyaient traités de

fascistes; les conditions de vie de la population se détérioraient tragiquement. Mon pays souffre encore aujourd'hui des maux provoqués par ce fléau.

D.O.D.: René de Weck, ministre plénipotentiaire de Suisse en Roumanie de 1933 à 1945, insiste dans son *Journal* sur « le nouveau gouvernement démocratique » constitué par Votre Majesté ainsi que sur les promesses des Alliés



S. M. Michel I^{er} de Roumanie en 1947, à Bucarest. (Archives du Roi).

«de respecter l'indépendance et la structure interne de la Roumanie»...

M.: La déclaration officielle de Molotov, quelques mois avant août 1944, précisait que l'URSS n'avait pas l'intention de changer les structures de mon pays et n'émettait aucune revendication territoriale. Nous avions espéré que les deux autres Alliés – les Américains et les Anglais – étaient d'accord avec cette déclaration. Du reste, les bombardiers américains qui survolaient la Roumanie larguaient ce document

traduit en roumain. On sait bien ce qui s'est passé par la suite. Le seul gouvernement démocratique, auquel fait allusion René de Weck, ne dura que trois semaines ou un mois. Ensuite, l'Armée rouge, dont les effectifs en Roumanie s'élevaient à un million d'hommes, a ramené les communistes roumains qui s'étaient exilés en URSS. Les Soviétiques ont «construit» chez nous le PC, formation qui, avant la guerre, ne dépassait pas 800 à 1000 membres. Aussi communiquent-ils peu à peu mon pays...

D.O.D.: Donc, les Alliés n'ont pas été fidèles à leurs promesses...

M.: J'ai appris plus tard les arrangements conclus par Churchill, avec l'approbation de Roosevelt, sur les zones d'influence en Europe. Ainsi la Roumanie fut-elle donnée en cadeau à 90% à Staline en échange des 90% d'influence anglaise en Grèce. Churchill n'avait pas du tout saisi la mentalité expansionniste des Soviétiques.

D.O.D.: Dans une lettre adressée à Votre Majesté le 25 juillet 1953, le président de l'Union des Roumains juifs d'Amérique, Charles Kremer, se montre très sensible à l'acte extrêmement courageux accompli en août 1944 par le «Roi de tous les Roumains».

M.: Le maréchal Antonescu n'était pas anti-juif au sens exact du terme. Il a toutefois accepté de prendre certaines mesures avilissantes contre les juifs sous la pression des nazis. Ma mère, surtout, a eu des contacts avec le docteur Filderman, président de l'Union des communautés juives de Roumanie. Nous avons essayé de faire tout ce que nous pouvions pour protéger les juifs. Dès le 23 août 1944, évidemment, toutes les sinistres pratiques que les nazis avaient imposées chez nous ont cessé tout de suite. C'est peut-être pour cela que ce monsieur m'a écrit cette lettre.

Journal de René de Weck, ministre de Suisse à Bucarest (extraits de l'année 1944)

Jeudi, 24 août

La journée d'hier nous a apporté deux faits qui feront date dans l'histoire universelle. (...) Hier soir, vers neuf heures et demie, nous apprenions que le roi Michel venait de constituer un nouveau gouvernement démocratique présidé par le général Sanatesco, chef de sa Maison militaire, avec Maniu et Dinu Bratiano en qualité de ministres d'Etat. (...) La proclamation royale précise que le premier acte du nouveau gouvernement a été d'accepter les conditions d'armistice posées par les nations unies. Ces dernières promettent de respecter l'indépendance et la structure interne de la Roumanie. (...)

Mercredi, 30 août

(...) à n'en pas douter, c'est le roi qui a renversé le régime des Antonescu. (...) Il m'a paru juste et opportun de marquer discrètement à Sa Majesté l'admiration que m'inspire son courage civique et la joie que j'éprouve à constater le succès de ses efforts. (...) Mon intention était simplement d'apposer ma signature sur les registres du Roi et de la Reine Mère. (...) Ma signature, à la date du 29 août, est la première. (...)



Le roi Michel I^{er} durant l'entretien, le 17 janvier 1995, à Versoix. (Photo E. Ottiger).

D.O.D.: Il admire également la «sagesse» du roi Ferdinand, qui a introduit dans la Constitution de 1923 l'égalité de traitement des juifs en Roumanie...

M.: Il s'agit d'un article qui garantissait et imposait ce traitement sur une base d'égalité. Tous les Roumains étaient égaux. Du point de vue religieux et ethnique, il n'y avait pas chez nous de citoyens de «deuxième catégorie».

D.O.D.: L'ancien grand rabbin de Roumanie, Alexandre Safran, cite dans ses Mémoires votre nom, celui de la reine mère, de René de Weck...

M.: Avec le Grand Rabbin Safran, j'ai eu beaucoup de contacts durant la période d'occupation nazie. Chaque fois qu'il se préparait une injustice contre les juifs, il venait chez moi, il expliquait la situation. Avec ma mère, nous avons tout de

même fait comprendre à Antonescu qu'il s'agissait de mesures contrevenant à tout principe moral. A l'époque, le sinistre Eichmann se trouvait souvent en Roumanie et c'était lui qui poussait Antonescu à infliger un traitement inhumain aux juifs. De même il est extrêmement regrettable que, quelques mois après l'arrivée au pouvoir d'Antonescu, une organisation pro-nazie, la Garde de Fer, ait pu déclencher la terreur contre les juifs. Mais ensuite, le maréchal eut toutefois de bonnes raisons de comprendre ce que ma mère et moi-même lui avons dit et il n'a pas fait tout ce que les Allemands voulaient qu'il fit. Il est très important de préciser qu'il n'y a eu aucun juif roumain qui ait été déporté dans des camps de concentration nazis. On dit parfois que des juifs de Roumanie ont été envoyés dans ces camps, de Pologne par exemple. En réalité il s'agissait d'une

partie de la Transylvanie, occupée à l'époque par les Hongrois après le Diktat de Vienne. C'est de cette région que furent envoyés dans des camps plusieurs milliers de juifs d'origine roumaine.

D.O.D.: Après votre abdication forcée, la monarchie devient la cible principale de la désinformation communiste...

M.: La mystification a commencé le lendemain de notre action du 23 août 1944, lorsque les journaux communistes écrivirent que c'était le PC qui avait tout fait, alors que les communistes étaient tout au plus la cinquième roue de la charrette. A cause des pressions exercées par les Alliés – notamment les Soviétiques – nous avons dû inclure dans ce groupe des communistes et des sociaux-démocrates. Hormis quelques informations banales, les communistes ont rayé des livres d'histoire toute référence à la monarchie. Récemment, on a choisi le 1^{er} décembre comme date de la fête nationale; on a organisé des cérémonies, mais nulle allusion au roi Ferdinand sous le règne duquel fut réalisée l'unité nationale.

D.O.D.: Comment expliquer le mutisme des dirigeants occidentaux envers Votre Majesté?

M.: Tous ces pays occidentaux pensaient qu'au moment où ils entretenaient des relations diplomatiques avec des pays

communistes, ils ne devaient pas contacter des personnes opposées au régime en place, par crainte que cela fût mal interprété. Etre opposé au régime communiste, le démasquer en disant crûment la vérité, cela, semble-t-il, n'était pas acceptable du point de vue diplomatique.

D.O.D: Des livres édités en Occident «voient» la Roumanie à travers le prisme des pseudo-historiens communistes...

M.: Je dirais qu'une espèce de mafia, très efficace par ailleurs, s'est constituée contre mon pays et contre moi-même. Des allégations fausses dans le 90% des cas sont trop souvent acceptées comme des vérités historiques en Occident. Il y a, bien sûr, des historiens sérieux à l'Ouest, mais actuellement les populations en Occident ne connaissent pas la réalité.

D.O.D.: Vous menez un perpétuel combat pour la vérité. La vérité dérange-t-elle?

M.: Certaines vérités dérangent beaucoup. Si l'on croit avoir une vision exacte des événements et que moi, ou quelqu'un d'autre, vient démontrer le contraire, cela commence par contrarier. On s'aperçoit qu'au fond, on s'est laissé duper. Parfois, la vérité fait mal, mais personne n'a le droit de la cacher.

D.O.D.: Vous continuez, surtout après décembre 1989, à faire l'objet d'atta-

ques et de tracasseries de la part des autorités roumaines.

M.: Ces attaques ont commencé il y a cinquante ans. Juste après décembre 1989, les autorités n'ont pas dit grand-chose, étant trop occupées à mettre la main sur le pouvoir. A cause, peut-être, de mes déclarations et de mes messages à l'intention de mon pays, elles se sont rendues compte que je n'avais pas arrêté mon combat pour l'indépendance et la liberté de la Roumanie. Les attaques se sont intensifiées après la seule visite que j'y ai faite en 1992, à Pâques. J'ai été non seulement ému, mais surpris par l'accueil extrêmement chaleureux que m'ont fait les Roumains. Environ un million de personnes étaient sorties dans les rues, et cela après quarante-cinq ans de séparation forcée. Les autorités ont pris une telle peur que, pour l'instant, elles m'interdisent l'entrée dans mon pays.

D.O.D: Pour certains, Jean-Bertrand Aristide par exemple, on organise des campagnes mondiales de soutien, alors que, pour ce qui regarde Votre Majesté, elles font défaut. Deux poids, deux mesures?

M.: Le père Aristide a été écarté du pouvoir par un groupe de militaires haïtiens et le nouveau régime n'a pas été reconnu par les USA. Peut-être Aristide n'a-t-il rien signé à son départ, tandis que moi, j'ai dû signer un acte d'abdication sous la contrainte et le chantage. Dans les prisons et dans les rues, il y avait plus de mille personnes, des jeunes, qui manifestaient contre le régime communiste. L'Armée rouge était à Bucarest. On m'a dit que, soit je signais tout de suite cet acte, soit on serait «obligé» de fusiller tous ces jeunes. Et j'ai signé, évidemment. Je sais néanmoins que, dans les pays civilisés, une signature extorquée sous la con-



Le roi Michel I^{er} lors de son voyage en Roumanie, ici à Bucarest.

trainte est nulle et non avenue... A cause des Soviétiques qu'ils voulaient ménager, les USA avaient déjà reconnu le nouveau régime communiste.

D.O.D.: Seul survivant des chefs d'Etat de la Seconde Guerre mondiale, seriez-vous un témoin gênant?

M.: Je crois que je suis un témoin qui dérange énormément. Je ne veux pas en dire plus. Personnellement, j'ai eu la chance ou la malchance de bien connaître durant la période 1940-1947, d'abord les nazis, ensuite les Soviétiques. Pour moi, que ce soit l'extrême droite ou l'extrême gauche, c'est du pareil au même. Qu'on ne vienne pas me raconter des histoires n'ayant aucun rapport avec la réalité, car je comprends très bien ce qui se passe et où l'on veut arriver. Et cela dérange; c'est pourquoi cette désinformation continue.

D.O.D.: Comment voyez-vous l'avenir de la Roumanie?

M.: On a beau dire qu'en décembre 1989, on a fait une révolution; ce n'en est peut-être pas une. Il y a toutefois des changements, même si le communisme comme tel n'a pas disparu. Il y a de trop nombreux partis politiques – ce qui rappelle 1945-1946 – , beaucoup de journaux, des gens qui peuvent se déplacer à

l'étranger. On crie souvent dans les rues, on écrit des articles très durs contre le régime; des jeunes, des étudiants ou même des écoliers, commencent à comprendre le rôle capital de la monarchie dans l'histoire du pays. Il y a tant de gens qui viennent chez moi. Je reçois des lettres de la part des paysans. Presque tous les Roumains se rendent compte à quel point ils ont été trompés par la propagande communiste.

A court terme, je ne suis pas très optimiste: aucun changement majeur n'a été accompli. Le régime actuel contrôle tout. L'ancienne Securitate a seulement changé de nom; ses professionnels, qui savent très bien s'organiser, se sont infiltrés partout. Mais cela ne peut pas durer indéfiniment. La pauvre population roumaine se trouve dans un état épouvantable, près de la moitié vivant au-dessous du seuil de pauvreté.

A long terme, pourvu qu'il y ait des changements radicaux, on peut envisager la situation avec un certain optimisme. Il est impérieusement nécessaire de penser à ces gens miséreux, d'abandonner la politique politicienne et de se mettre sérieusement au travail afin que mon pays se redresse. Nous avons besoin de la technologie occidentale. Les Roumains

sont très doués, ils apprennent vite. Aujourd'hui, les lois sont ambiguës; les étrangers qui voudraient investir chez nous n'ont pas confiance. Peu nombreux sont ceux qui s'y hasardent. Si la situation politique change, il faudra prendre des mesures concrètes et efficaces pour inspirer confiance.

D.O.D.: Le rôle de Votre Majesté en Roumanie?

M.: La monarchie en Roumanie est une tradition bimillénaire. Mon pays n'a progressé que sous la monarchie. Après les quarante-cinq ans de communisme, les plaies sont énormes. Dans le domaine de la morale, de la spiritualité – où l'Eglise a un rôle essentiel à jouer –, de la tolérance, du respect des minorités, de la solidarité avec les démunis, il y a de très graves lacunes. Il faut absolument apprendre comment fonctionne la démocratie et cesser d'expérimenter, une fois de plus, sur notre peuple des théories d'une «originalité» suspecte. L'actuelle «démocratie» est basée principalement sur la démocratie soviétique. Cette forme de «démocratie» n'est nullement profitable aux peuples. L'histoire récente l'a confirmée.

(Propos recueillis le 17 janvier 1995, à Versoix, par Dan Ottiger Dumitrescu)